

Samedi 1er mai 2010 **Fête du Travail**

Chers Médailleurs

Mesdames et Messieurs,

Vous êtes aujourd'hui 196 travailleuses et travailleurs, récipiendaires...

J'ai en effet l'honneur de remettre ce matin 25 médailles Grand Or pour 40 ans de labeur, 48 médailles d'Or pour 35 ans, 65 médailles Vermeil pour 30 ans et enfin 58 médailles d'Argent pour 20 ans ! Toutes ces années œuvrées qui attestent combien Watrelos est une terre où l'on sait ce qu'est le travail.

Ce 1^{er} mai a une triple signification. **Il est commémoratif, porteur de revendications, mais aussi d'espérance.**

*

Commémoratif, le 1^{er} mai l'est, nationalement et internationalement. Il nous invite à ne pas oublier les luttes ouvrières menées par ceux qui nous ont précédé, parfois au prix de leur vie, pour améliorer conditions de travail, salaires, acquérir de nouveaux droits et conquérir le respect et la dignité.

Curieusement – et le sait-on ? – **la date du 1^{er} mai a une origine juridique.** Aux Etats-Unis, au XIX^{ème} siècle, en effet beaucoup d'entreprises commencent leur année comptable le 1er mai et la plupart des contrats de travail se renouvellent à cette date. C'est dans ce cadre, que les syndicats américains décident, en octobre 1884, d'exiger la journée de 8 heures de travail à compter du 1er mai 1886 ! Certains patrons cédèrent à cette revendication, des accords furent passés, et il y eut 200.000 bénéficiaires. Mais 340.000 salariés entrèrent en grève pour forcer leur employeur à suivre le mouvement.

Le 1er mai 1886, c'est donc le commencement symbolique des luttes ouvrières américaines pour la limitation de la journée de travail. Dans les jours qui suivirent, une manifestation à Chicago tourna au drame : le soir du 4 mai 1886, une bombe explose devant les forces de l'ordre et fait 15 morts, trois syndicalistes seront condamnés à perpétuité, quatre seront pendus, le cinquième condamné à mort se suicidant dans sa cellule.

Les syndicats décidèrent alors de s'unir en une Fédération Américaine du Travail (American Federation of Labour) et portèrent une revendication forte : mettre en application la journée de 8 heures, à partir du 1^{er} mai 1890 !

En France, en 1889, on est en pleine commémoration du centenaire de la Révolution française, au milieu de l'exposition universelle à Paris. La II^o Internationale socialiste qui se réunit au même moment, décide l'organisation d'une grande manifestation internationale, le même jour, dans tous les pays donc, pour réclamer aux pouvoirs publics la journée de 8 heures de travail. Et la date choisie est, sans doute sous l'influence des délégués américains, précisément le 1^{er} mai 1890.

Ce jour-là, se déroula ainsi la première manifestation revendicative ouvrière dans la plupart des pays industrialisés. Dans notre pays, les manifestants portaient à la boutonnière un

triangle rouge qui symbolisait le partage de la journée en trois, 8 heures de sommeil, 8 heures de travail et 8 heures de loisirs.

L'année suivante, en 1891, les manifestations furent reconduites par des décisions prises individuellement par les syndicats de chaque pays. Et personne, ici dans le Nord, n'a oublié ce 1^o mai 1891, à Fourmies, quand l'armée tire sur des manifestants pourtant pacifiques, et fait dix morts. Et c'est, le 22 août 1891, au congrès ouvrier socialiste international de Bruxelles, qu'il fut décidé que la date du 1^{er} mai serait celle des manifestations du monde du travail.

Mais ce n'est que le 23 avril 1919, que le Sénat français ratifiera enfin la journée de huit heures, et fera du 1er mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée. Le gouvernement issu de la Libération décidera en 1947, d'en faire une journée chômée et payée. En 1948, l'appellation « Fête du Travail » sera définitivement adoptée.

Telle est l'histoire dont nous nous souvenons aujourd'hui, celle d'un monde du travail qui, au long des décennies, s'est battu pour subsister, pour exister, pour défendre des droits légitimes, et pour se défendre.

Et de ce point de vue, ce 1^{er} mai 2010 s'inscrit ô combien dans la continuité de la revendication de la défense des intérêts du monde du travail.

• Car si crise il y a actuellement, et elle est incontestable, il est aisé de **faire le triste et douloureux constat qu'elle frappe d'abord, et durement le monde du travail !**

Les banques s'effondrent, mais on les renfloue, et elles renouent rapidement avec des bénéficiaires, et leurs dirigeants retrouvent leurs bonus.

La valeur des grands groupes du CAC 40 s'effondre, leurs dirigeants sont renvoyés, avec des retraites chapeaux et des stock-options indécentes.

Les plus riches voient leurs portefeuilles boursiers faiblir, mais grâce « au bouclier fiscal », on les exonère quasiment de l'impôt sur la fortune, et même, le Trésor Public leur rembourse, parfois avec des chèques de plusieurs centaines de milliers d'euros, le montant de leurs impôts !

Ça, ce n'est pas pour tout le monde ! Ce n'est que pour une infime partie de la population. Celle qui tire partie de la modification du rapport de forces dans notre société depuis plusieurs années maintenant. Sans vergogne, et parfois avec cynisme, le capital est privilégié au travail, le rentier est plus favorisé que le travailleur.

Regardons, Mesdames et Messieurs, les titres les plus récents des journaux. Au hasard : titre du Parisien, le 28 avril « Les Français n'ont jamais été aussi pessimistes ». La Tribune, même date « L'interminable sortie de crise inquiète les Français ». L'INSEE observe, je cite, « un recul de la confiance des ménages en avril »...

A longueur de mes permanences, de mes rencontres dans les quartiers, chaque jour, on me le dit : **le monde du travail souffre, et souffre durement.** Avec la crise de 2008, il a le sentiment d'avoir déjà beaucoup donné. Mais 2009 aura été pire encore, et 2010 s'annonce destructrice. Et ce qui se passe sur les marchés financiers européens n'est pas pour rassurer les travailleurs, car l'histoire économique leur a enseigné si souvent, si terriblement : **quand il y a crise financière ou crise boursière, au bout de la crise, ce sont les travailleurs qui trinquent !**

Qui ne le redoute pas ? Moi, j'avoue, j'en ai peur. J'appréhende **une sorte d'effet de dominos de ces économies, qui pourraient bien tomber les unes après les autres**. Et que croyez-vous qu'il risque bien de se passer ? Des emprunts toujours plus gros, des besoins de financement qui explosent, des taux d'intérêt qui vont fortement augmenter, lesquels vont freiner les chances de reprise de la croissance, et vont considérablement alourdir le coût des emprunts. Les collectivités locales, les entreprises et les ménages n'auront plus les moyens d'emprunter, et cela voudra dire moins d'investissement, moins de consommation, moins d'espérance aussi car qui aura encore les moyens de payer ses dettes, et d'avoir l'espoir de pouvoir s'acheter son logement ?

Je le dis tout net : si je ne minimise pas l'enjeu environnemental, et les efforts qu'il faut faire pour préserver, ou sauver notre planète, **à mes yeux l'urgence, l'urgence première est sociale. Car c'est un tsunami social qui menace nos villes et notre modèle de société**.

Pourquoi ? Parce que le monde du travail paie actuellement trop de factures, et surtout des factures qui ne sont pas les siennes !

➤ Le monde du travail est touché dans l'accès au travail. + 13 % de demandeurs d'emploi en plus déjà en un an, 360.000 emplois détruits dans le secteur marchand en un an, 100.000 emplois publics supprimés depuis 2007, encore 35.000 suppressions en 2010, un taux de chômage de près de 10 % ; et, en 2009, à Pôle emploi, c'est une offre d'emploi sur cinq qui a disparu par rapport à l'année précédente ! Inexorablement, le chômage progresse mois après mois, et toutes les prévisions annoncent encore de redoutables plans de licenciement dans les mois qui viennent.

➤ Le monde du travail est touché dans ses revenus. Les revenus salariaux perdent du pouvoir d'achat, c'est incontestable. Mais pis encore, le cas de nombre de nos concitoyens qui vivent en deçà du seuil de pauvreté, même quand ils travaillent ; ou encore ceux dont s'accroît la précarité, chez les femmes et les jeunes surtout ; ou encore tous ceux qu'on dénomme dorénavant « travailleurs pauvres » qui, bien qu'ayant un emploi, ne gagnent pas suffisamment pour éviter d'être confrontés aux difficultés de logement, du surendettement ou au renoncement d'accès aux soins, faute de moyens financiers.

➤ Le monde du travail est frappé aussi dans ses droits à la retraite. Qui est aujourd'hui rassuré sur l'âge où il pourra partir à la retraite, et sur le niveau de pension qu'il touchera ? Et si les salariés savent bien ce que modifie l'allongement de la vie, ils disent aussi, et à raison, que les retraites sont un droit fondamental du contrat social ; que quand on a travaillé durement, péniblement, on a le droit d'avoir le temps de profiter de sa retraite. Et que si nos dirigeants veulent consolider les retraites des salariés, qu'ils aillent d'abord chercher des ressources supplémentaires là où elles existent, là où elles sont trop exonérées jusqu'à présent de participer à l'effort collectif, c'est-à-dire dans les revenus du capital et du secteur financier !

➤ Enfin, le monde du travail, en 2010, est touché dans son renouvellement, c'est-à-dire dans notre jeunesse. Parce que franchement, qui ne voit, aujourd'hui, que les premières victimes de ce qui se passe, ce sont les jeunes ? Il y a une génération qui a fait des études, obtenu des diplômes et ne parvient ni à travailler, ni à s'installer, ni à se loger... au grand désarroi des parents. Pourtant **les jeunes, ce sont, ce devrait être, les actifs, les citoyens de demain : s'ils ne le deviennent pas, c'est toute la société qui perd confiance, qui s'étouffe**.

Alors, **oui, le monde du travail ne manque pas de raisons d'avoir envie de s'exprimer en ce 1^{er} mai 2010, de dire, de crier, son mal-être**, combien il a le sentiment d'être négligé, maltraité, combien il en a assez ! Et surtout combien il vit mal, très mal, qu'à côté de ses souffrances, de ses douleurs, de ses sacrifices, s'étalent des riches toujours plus

riches, des fortunes toujours plus larges, des cadeaux fiscaux toujours plus généreux pour les plus aisés.

Toutes les études fiscales le prouvent : **sur les 5 dernières années, les politiques fiscales et de revenus ont eu pour conséquence en France de faire fonctionner une redistribution à l'envers : c'est-à-dire qu'on a pris aux ménages moyens et modestes pour donner aux plus fortunés !**

Mesdames et Messieurs, j'ai eu honte de voir, cet hiver, la majorité gouvernementale décider de taxer les indemnités journalières des victimes des accidents du travail ! J'ai voté contre, et j'en suis fier ! En fiscalisant ces indemnités, on ajoute des pertes de ressources à des personnes déjà affectées par des souffrances physiques, psychologiques et morales. En ce 1^{er} mai, je veux à nouveau, devant vous, dénoncer cette décision scandaleuse, tout cela pour un gain de 250 millions d'euros... alors que la seule baisse de la TVA pour la restauration a coûté 3 milliards !

Comme il est difficile de comprendre la suppression de la demi-part fiscale des veufs et des veuves ! Pour les plus modestes, cela a des conséquences financières considérables !

C'est Jean-Paul DELEVOYE, le Médiateur de la République, qui l'écrit ainsi dans son rapport récent : « La loi n'apparaît plus comme le bouclier du plus faible contre le plus fort, mais comme une nouvelle arme aux mains du plus fort pour asseoir sa domination contre le plus faible ».

A l'heure où, **plus que jamais, notre société devrait être solidaire, jamais elle n'a autant cultivé l'injustice ! La boussole de la justice et de l'équité s'est terriblement dérégulée dans la France de ce XXI^{ème} siècle !**

Voilà sans doute ce qu'il faut dénoncer en ce 1^{er} mai !

Car c'est, à mes yeux, essentiel : **si rien n'est fait pour que soient, non seulement mieux pris en compte, mais véritablement restaurés les droits et intérêts du monde du travail, nos sociétés risquent de connaître des secousses violentes.**

Ceux qui me connaissent le savent, je ne noircis jamais impunément le tableau d'une situation et ne me caractérise vraiment pas par une inclination au pessimisme. Mais si on veut éviter que le pire ne survienne, mieux vaut le prévenir. **Que ce 1^{er} mai soit donc un cri d'alarme, vers ceux qui nous dirigent,** tant sur le plan politique qu'économique !

• Mais que **ce 1^{er} mai nous permette aussi d'espérer.** Chacun le sait, les combats qu'on est certain de perdre, sont ceux qu'on n'a pas entrepris.

Prendre des coups, ne doit pas décourager d'avancer. Et ce n'est pas parce que les vents sont contraires, ou que la tempête secoue le bateau qu'il faut renoncer à naviguer. Pourvu qu'on soit sûr de son cap, et que l'on croit la destination non seulement possible, mais souhaitable.

Pour les années qui viennent, la France devra se poser, me semble-t-il, 3 questions :

➤ que produire ? Pour retrouver les conditions d'une croissance forte et durable, nous devons mobiliser et renforcer notre industrie. Il faudra aussi innover, développer l'économie de la connaissance, de l'enseignement supérieur, de la recherche. Et si l'entreprise est productrice de richesses, elle est aussi bien social, où droits et protections des salariés devront être renforcés.

➤ autre question : comment produire ? Le défi-clé, pour les années à venir, c'est la sécurité sociale professionnelle. Avec par exemple, des droits de tirage sociaux, tout au long de sa carrière, pour sa formation. Les échelles de rémunération doivent être resserrées. Et l'indemnisation du chômage étendue pour ne laisser personne sans droits.

➤ enfin, 3^{ème} question : comment distribuer ? Les mesures d'injustice fiscale doivent être abrogées, le patrimoine appelé à juste contribution, et l'impôt doit être progressif et équitable, pour que la puissance publique ait les moyens de jouer son rôle, d'exercer son autorité, et d'assurer des services publics de qualité.

Notre pays n'a pas besoin d'illusions, ni de je ne sais quelle « rupture », il n'a pas davantage besoin de discours, de querelles, et de postures politiciennes, il a besoin qu'on construise pour lui **une « ambition crédible »**.

Crédible parce qu'elle doit être réaliste, parce qu'elle doit tenir compte de la situation existante et des défis en cours et à venir, crédible surtout parce qu'elle doit susciter la confiance. Une confiance qui ne se retrouvera que si la population a le sentiment que l'efficacité recherchée saura s'appuyer sur la justice, l'équité, et la solidarité réelle. Une confiance qui ne se restaurera que si chacun perçoit que l'action publique est guidée par une inébranlable et prioritaire volonté de protection de ses citoyens. **Sauver, préserver l'Etat-Providence, c'est le premier enjeu actuel de vie quotidienne.**

Tel est aussi le chemin, qu'avec la majorité municipale je m'efforce de suivre pour notre ville.

Notre Etat-Providence à nous, ce sont tous ces services publics de proximité, de larges accès, que, contre vents et marées des désengagements financiers de l'Etat, nous faisons tout pour préserver, au plus haut niveau de qualité possible : pour nos écoles, nos structures pour l'enfance, et nos aînés, pour la culture, le sport, les loisirs, pour l'activité associative, l'éducation à la citoyenneté, la santé ou la solidarité sociale.

Notre « ambition crédible » à nous, ce sont tous ces projets de reconversion de friches, et d'implantations d'entreprises qu'inlassablement mon équipe et moi-même voulons porter. Pour un nouveau développement économique de Watteelos, pour son avenir.

S'il est difficile d'effacer de nos mémoires les drames sociaux de la Lainière, d'Amédée, de Saint-Maclou ou de Saint-Lièvin, je veux tout faire pour que notre ville retrouve, et dépasse, au plus vite le niveau des effectifs qui étaient salariés sur notre territoire avant toutes ces fermetures. Et de ce point de vue, je garde le cap.

Pas plus tard qu'hier, j'observais, avec l'un de mes collaborateurs, que, si l'on excepte les services publics, **sur les 10 plus grosses entreprises de la ville, 7 n'étaient pas implantées sur notre territoire au début de mon premier mandat !** Il y a sept ans, ni Promod, Jules, Metro, Avez, Steffy, Transpole n'étaient wattlelosiens. Aujourd'hui, oui ! Et je préfère qu'ils soient ici qu'ailleurs, car où en serions-nous, ou irions-nous demain, si nous n'avions plus que la Redoute sur notre territoire ?

C'est tout un tissu économique qu'il nous faut reconstruire, celui qui s'est détruit avec la chute de l'industrie textile ! Alors pour cela, il faut chercher à convaincre, convaincre, investisseur après investisseur, et si l'un renonce, continuer, et continuer encore à en chercher un autre, ne pas, ne jamais se décourager... Car l'enjeu est essentiel. Il y va de l'avenir de la ville, de l'emploi d'aujourd'hui et de demain, du nôtre et de celui de nos enfants...

La route est encore longue, sans doute, pour reconquérir tout ce qui a disparu dans les années 80 et 90. **Mais je préfère celle de la volonté et du mouvement, à celle du fatalisme et de la résignation !**

C'est dire si pour moi, le parfum du muguet de 2010 a, encore et toujours, celui de la combativité. Celle des salariés qui défilent dans les rues pour défendre leurs droits, celle d'une ville, la nôtre, qui se bat pour son devenir.

Ce muguet, il est aussi, et surtout pour vous, Mes dames et Messieurs les médaillés, **celui de la fierté de votre labeur.**

Ensemble, vous représentez 5790 années de travail. Globalisées ainsi, c'est bien sur important, et cela appelle le respect. Mais individuellement, pour chacun de vous, c'est important aussi parce que ces années, c'est votre vie.

Soyez fiers de cette médaille que, dans un instant, je vous épinglerai. Car cette médaille, c'est votre travail, c'est vous, c'est votre vie.

Bon 1^{er} Mai à toutes et tous !